

Luttes pour les droits de l'homme, révolutions arabes. Quelles archives ? Pour qui ? Pour quoi ?

Cette journée d'études est d'abord l'occasion de rendre hommage à l'action de toute une vie. Inaugurée dans l'engagement politique du mouvement Perspectives, dans la Tunisie du président Bourguiba, déployée, après l'expérience du non droit, de la torture et de la prison, dans le champ des droits de l'homme, l'action militante d'Ahmed Othmani, décédé en 2004, fut celle d'un bâtisseur ayant consacré une bonne partie de son énergie à la défense des droits humains à l'échelle internationale. Membre fondateur, en 1981, de la section tunisienne d'Amnesty International et artisan du développement de cette organisation dans le monde arabe, il participa aussi à la création de Penal Reform International, dont il devint d'ailleurs le président en 1994.

A l'instar de celles d'Ahmed et Simone Othmani (engagée depuis longtemps, elle aussi, notamment dans la lutte contre la répression en Tunisie), les archives des militants des droits de l'homme du Maghreb concernent des individus ou des groupes qui souvent ont conduit leur action en immigration, entre les rives Nord et Sud de la Méditerranée, avec parfois des retours au pays, mais parfois sans retour possible. Leurs archives intéressent donc toujours non pas une, mais au moins deux histoires nationales, voire une histoire transnationale et internationale — elles sont d'ailleurs souvent dans au moins trois langues, le français, l'anglais, l'arabe.

Cependant, quelle place leur est-elle accordée dans les archives nationales respectives, dans les histoires nationales respectives, dans l'histoire transnationale des luttes pour l'émancipation ? Quelle place leur est faite, en France par exemple, ailleurs que dans l'histoire de l'immigration ?

La conservation et la mise à disposition publique de ces archives invitent, d'une part, à réfléchir sur l'histoire des mouvements de gauche au Maghreb et dans le monde arabe. On sait la répression féroce dont ils firent l'objet dans les années 1970 et 1980, mais force est de constater, au moins jusqu'à présent, un blanc sur cette période dans la réflexion politique contemporaine et dans les histoires nationales.

Elles poussent, d'autre part, à s'interroger sur le devenir actuel de la mémoire et des traces des militants des droits de l'homme arabes, individus ou organisations. Car voilà des archives exposées, à plus d'un titre, à la disparition : celles des militants sont souvent invisibles, éparpillées, non déposées, parfois même non pensées comme archives pour l'histoire ou patrimoine pour la société ; celles des organisations sont soumises au bon vouloir des autorités en place, exposées par conséquent à la destruction, ou orphelines de lieux de conservation.

Enfin, inscrits dans le temps présent mais sans doute nourris également de mémoires enfouies, voire taboues, les révolutions et soulèvements arabes de ces dernières années nous interpellent eux aussi.

Tandis que leur histoire commence à être écrite, comment archiver les productions textuelles, musicales ou iconographiques par lesquelles les revendications émancipatrices ont circulé (sur Internet notamment) et ont été fixées ? A quelles fins, et pour quelles circulations entre générations ?

Cette journée d'étude se propose donc aussi d'être un temps de réflexion collective sur les actions à entreprendre pour collecter, conserver et mettre à disposition des chercheurs et des publics intéressés les archives les plus contemporaines des militants arabes, à la lumière notamment de la création en 2011 des archives nationales du Royaume du Maroc et du projet des archives nationales de Tunisie après la révolution de 2011.